

ENVIRONNEMENT

magazine

HEBDOMADAIRE N° 17 - 19 mai 2014



À LIRE

EAU p. 4
DSP remises en cause à Marseille

DROIT p. 4
Les SRCAE censurés

TRANSPORTS p. 7
Ecoslops régénère le carburant marin

EMPLOIS p. 9
Les revers des métiers verts

INTERVIEW p. 10



Sven Rösner, directeur adjoint de l'Office franco-allemand pour les énergies renouvelables

Marchés publics/Emploi p. 11

À NE PAS RATER

■ **Mercredi 21 mai**
Le salon professionnel sur l'eau Hydrogaïa ouvre ses portes pour deux jours à Montpellier (34).

■ **Jedi 22 mai**
Suez Environnement tient son assemblée générale à Paris-La Défense.

■ **Lundi 2 juin**
L'Institut de l'économie circulaire clôt la phase de candidature de la première édition de son concours (lire page 4).

Le prochain n° de ce supplément paraîtra le **26 mai 2014**.

MÉTHANISATION

Au milieu du gué

Attention, équilibre instable ! Si la méthanisation connaît un développement certain depuis quelques années, son développement atteint un point critique. Ni émergente, ni complètement mature, la filière se cherche un modèle générique. Le 19 mai, le Club biogaz de l'association Atee devait présenter un Livre blanc. Au menu : 50 mesures pour assurer un développement pérenne de la filière biogaz. Dès le 13 mai, l'Ademe a planté le décor en organisant une journée technique sur la méthanisation. Depuis l'édition précédente, en 2008, la situation a beaucoup évolué : « Une dynamique s'est engagée », se réjouit Marc Cheverry, chef du service Prévention et gestion des déchets à l'Ademe.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Quelque 300 installations de méthanisation fonctionnent en France à ce jour, « contre bien moins d'une centaine en 2008 », compare Marc Cheverry. En cinq ans, l'Ademe a soutenu financièrement 306 projets, « dont 100 à 150 vont voir le jour cette année ou dans les vingt-quatre prochains mois », ajoute-t-il. Ainsi, 78 millions d'euros d'aides ont été attribués par l'Ademe pour des projets représentant au total près de 300 millions d'euros d'investissement. Mais ce bilan flatteur masque une vraie fragilité. La journée technique de l'Ademe l'a illustrée avec les premières conclusions d'études menées sur plusieurs installations. D'abord, le suivi sur douze à seize mois de trente indicateurs sur onze unités (six à la ferme, deux projets territoriaux, deux industriels et une station d'épuration). Parmi les résultats, appa-



raissent notamment « des décalages relativement importants, en termes d'approvisionnement en intrants, entre le prévisionnel et le réalisé », pointe Sandrine Banville, directrice de Biomasse Normandie, qui a participé à l'étude. Des écarts de +37 à... -57 % ont été constatés, par exemple à cause de la concurrence entre installations. Ils se répercutent sur les performances techniques par rapport aux préconisations des constructeurs. Par ailleurs, une étude a été menée sur la rentabilité de 22 installations (18 à la ferme et 4 territoriales). Bilan : « Des subventions indispensables, de forts niveaux d'endettement, une rentabilité délicate à trouver », résume Nicolas Chapelat, chargé de mission à la société d'économie mixte Semaeb. Le développement des projets n'est pas standardisé. « On voit même des adaptations sensibles en cours de projets », signale Philippe Le Roy, responsable de l'expertise chez Bpifrance Financement. L'apprentissage se poursuit donc et les partages d'expériences sont à multiplier. TB > ademe.fr